



«Dire ce que nous pensons, surtout lorsque notre pensée dérange»

«Le besoin d'une réflexion éthique tient à la nécessité de répondre collectivement à des questions qui n'appellent pas de réponses évidentes». Entretien avec le Pr Philippe Van Parijs, fondateur et animateur d'un des fleurons de l'université.

Louvain : A quelle urgence répondait la Chaire d'éthique économique et sociale lors de sa création ?

Philippe Van Parijs: En 1990, peu après la chute du mur de Berlin et la dislocation de l'empire soviétique, l'économie capitaliste paraissait triomphante. Son fonctionnement soulevait néanmoins des questions éthiques sur lesquelles notre recteur Pierre Macq jugeait que notre université ne réfléchissait pas assez. Il a donc saisi l'occasion qu'offrait une donation de la Fondation Hoover pour susciter une initiative dans ce domaine. Mais il a souhaité que cette réflexion concerne l'ensemble des disciplines de la Faculté des sciences économiques, sociales et politiques. À l'époque comme aujourd'hui, l'urgence était multidimensionnelle.

A lire l'actualité, on a le sentiment que l'urgence est plus grande aujourd'hui.

Le besoin d'une réflexion de nature éthique ne se mesure pas à l'ampleur des injustices ou à la fréquence des comportements inadmissibles. Il dérive surtout de la nécessité dans laquelle nous sommes de répondre collectivement à des questions qui n'appellent pas de réponses évidentes. Ceci peut être dû au fait que ces questions sont nouvelles –je pense aux progrès de la génétique, à la prolifération de l'Internet ou aux défis écologiques. Mais ce peut aussi être dû au fait que les réponses apportées doivent aujourd'hui faire l'objet d'un consensus au sein de collectivités culturellement plus hétérogènes, que ce soit lié aux migrations ou au fait que toujours plus de décisions doivent être prises à une échelle supranationale.

Quelle est la particularité de la Chaire Hoover par rapport aux initiatives prises à Leuven ou à Montréal ?

Le Metaforum de la K.U.Leuven est une initiative du recteur Marc Waer qui ne date que de 2008, mais il intègre l'Overlegcentrum ethiek créé en 1989 sous l'impulsion du recteur Dillemans. Et lui-même a été précédé par le Centrum voor economie en ethiek, créé en 1987, avec lequel

nous avons eu d'emblée d'excellentes collaborations. Quant au Centre de recherche en éthique de l'Université de Montréal (CRÉUM), comme l'a rappelé Daniel Weinstock lors de notre 20^e anniversaire, sa création en 2002 était explicitement inspirée par l'expérience de la Chaire Hoover. Dans les deux cas, il s'agit d'initiatives couvrant un champ plus large que le nôtre —la bioéthique, par exemple — et dotées par leurs universités respectives de ressources beaucoup plus importantes.

La place réservée à l'éthique économique et sociale à l'université est-elle suffisante?

Lors de sa création, la Chaire Hoover a été solidement ancrée à la Faculté des sciences économiques, sociales et politiques avant d'être rejointe, au sein de son comité, par les philosophes et les théologiens. À l'instigation de Jean-Jacques Viseur, alors président du conseil d'administration de l'UCL, qui estimait essentiel d'assurer une présence plus active de l'éthique économique et sociale auprès des futurs médecins et avocats, ce sont toutes les facultés de l'UCL qui sont, finalement, représentées au sein du comité permanent de la Chaire Hoover. Plus significative sans doute est la présence d'étudiants de toutes les facultés parmi les étudiants inscrits au certificat en éthique économique et sociale organisé par la Chaire. On pourrait aussi songer à introduire un cours d'éthique économique et sociale dans les diverses facultés. Mais le défi serait alors de développer une méthode qui puisse convaincre les étudiants de l'importance cruciale d'un questionnement éthique pour leur vie professionnelle et leurs engagements et qui leur apprenne à construire, en réponse à ce questionnement, une argumentation limpide et lucide.

L'attitude des étudiants a-t-elle changé face aux questions éthiques depuis vingt ans?

Il y a vingt ans, il s'agissait de deux cours à option, chacun pour une vingtaine d'étudiants de licence. Aujourd'hui, le cours issu de leur fusion s'adresse à plus de

cinq cents étudiants de 3^e baccalauréat. Les échantillons ne sont donc pas comparables. Les évaluations de ce cours devenu obligatoire révèlent toute la gamme des attitudes: de ceux qui trouvent ce cours le plus mémorable de leurs trois années jusqu'à ceux qui n'y voient qu'une lamentable perte de temps pour de futurs gestionnaires.

L'éthique - ou votre travail d'enseignement et de recherche - ne souffre-t-elle pas du fait qu'on la désigne et l'utilise à tort et à travers ?

Franchement non. La popularité persistante de l'invo- cation de l'éthique ne doit pas nous gêner mais nous servir, du moins si nous nous assignons pour règle abso- lue de dire ce que nous pensons, gentiment mais fer- mement, même et surtout lorsque ce que nous pen- sons dérange ceux qui nous invitent ou nous consultent.

Pouvez-vous évaluer à quel point votre travail de recherche et d'enseignement percole dans la société ?

Ce n'est pas parce qu'on est parmi les premiers à for- muler et défendre une idée aujourd'hui familière — l'al- location universelle ou la circonscription fédérale par exemple — que l'on peut s'attribuer un grand rôle dans sa percolation. Si notre ambition est que notre travail per- cole dans la société, il nous faut nous armer de patience. Pour reprendre une formulation d'Erik Schokkaert, directeur du Metaforum de la K.U.Leuven, notre influence d'universitaires devra en moyenne bien moins à ce que nous serons parvenus à chuchoter dans l'oreille de quelques ministres qu'à ce que nous aurons su faire comprendre, par nos cours et par nos écrits, à d'in- nombrables étudiants.

S'il fallait, de ces vingt ans, retenir un élément positif et un élément négatif, quels seraient-ils ?

Côté négatif, je retiendrais les rigidités réglementaires de la Communauté française, qui entravent la création des programmes qu'il nous faudrait: un baccalauréat en phi- losophie-politique-économie sur le modèle du célèbre PPE d'Oxford et un master avancé d'un an organisé en anglais avec la K.U.Leuven et donnant accès au doctorat. Côté positif, je retiendrais l'immense privilège de cen- taines de collaborations avec des collègues UCL de tous âges et de toutes disciplines: quel fabuleux trésor de compétences à portée de main!

Propos recueillis par Dominique Hoebeke

→ 50 auteurs signent l'ouvrage *Arguing about justice* édité par les Prs Axel Gosseries et Yannick Vanderborght (PUL) et offert à Philippe Van Parijs (voir p. 14).

Pour Philippe Van Parijs, les réponses apportées aux questions éthiques doivent, aujourd'hui, faire l'objet d'un consensus au sein des collectivités culturellement plus hétérogènes.



Le soutien de la Fondation Berhneim

La Fondation Bernheim perpétue les activités de mécénat d'Emile Bernheim qui, toute sa vie, a pour- suivi son idéal d'ouverture, d'humanisme et de cul- ture. A l'UCL, elle a créé, dans le cadre de la Chaire Hoover, avec le soutien de la Fondation Louvain, le cours «Social responsibility in economic life », afin de stimuler une réflexion éthique dans l'enseignement et la recherche. Elle soutient égale- ment les CSR Days —consacrés à la Responsabilité sociale des entreprises (RSE)— ainsi que le Prix interuniversitaire Philippe de Woot. Elle finance enfin un fonds destiné à former des cadres en «sciences religieuses : islam» à l'intérieur de l'espace européen, projet porté par le Pr. Felice Dassetto, président du Centre interdisciplinaire d'études de l'islam dans le monde contemporain (CISMOC) et par le Pr Brigitte Maréchal, directrice du CISMOC.